



Direction régionale de l'environnement  
de l'aménagement et du logement  
Unité territoriale de Côte d'Or

## PORTANT MISE EN DEMEURE

and with some

**Société ARCELORMITTAL WIRE FRANCE**

— — — — —

Commune de STE-GENEVIEVE-SUR-LOIRE

— — — — —

Le préfet de la région Bourgogne  
préfet de la Côte-d'Or  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.171-1 à L.171-12 ;
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 août 2001 autorisant la société TREFILEUROPE à exploiter les installations de son établissement de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE ;
- VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 7 mars 2008 délivré à la société ARCELORMITTAL WIRE FRANCE ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 6 mars 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement ;
- VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport visé,
- CONSIDERANT que lors de la visite du 3 mars 2015, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas les exigences de l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral visé supra, à savoir  
« Les eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle, doivent pouvoir être confinées à l'intérieur du site. »
- CONSIDERANT que lors de la visite du 3 mars 2015, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas les exigences de l'article 32.5.1 de l'arrêté préfectoral visé supra, à savoir  
« L'établissement est doté au moins de : (...) 3 réserves d'eau de capacités respectives 120, 120 et 180 m3 dont le maintien de la capacité maximum doit être assuré et qui doivent être équipées de trappes de visite afin d'améliorer les manœuvres de mise en aspiration des engins d'incendie »
- CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société ARCELORMITTAL WIRE FRANCE de respecter les prescriptions des articles 11.4 et 32.5.1 de l'arrêté préfectoral visé supra afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;
- SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or ,

## ARRETE

### ARTICLE 1er -

La société ARCELORMITTAL WIRE FRANCE, dont le siège social est situé 25 Avenue de Lyon – 01000 BOURG-EN-BRESSE, est mise en demeure, pour ses installations situées rue des Tréfileries – 21400 SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE, de respecter les exigences des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 20 août 2001 susvisé :

- **article 11.4 (dans un délai de 8 mois)** : assurer le confinement des eaux d'extinction d'un incendie ,
- **article 32.5.1 (dans un délai de 3 mois)** : disposer des volumes d'eau nécessaires à l'extinction d'un incendie.

### ARTICLE 2 -

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

### ARTICLE 3 - Délai et voie de recours (Articles L .514-6 et R. 514-3-1 du Code de l'environnement) .

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 DIJON. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

### ARTICLE 4 -

Le présent arrêté sera notifié à la société ARCELORMITTAL WIRE FRANCE et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet de MONTBARD,
- Monsieur le Maire de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE,
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne,
- M le Directeur des Services d'Archives Départementales,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

FAIT à DIJON, le 20 AVR. 2015

LE PRÉFET,  
pour le préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale

  
Marie-Hélène VALENTE